



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 10 au 17 juillet 2026

English summary

South Africa

- *Mining and manufacturing output contracted in May.*
- *TotalEnergies commissioned the 75 MW Hydra solar-plus-storage project, the first RMIPPPP hybrid plant to enter operation.*
- *De Beers will suspend production at its Venetia diamond mine for two years as part of a cost-cutting plan.*
- *BYD is considering establishing a battery and automotive components plant in South Africa.*
- *The Financial Sector Conduct Authority (FSCA) launched an investigation into the governance of the Public Investment Corporation (PIC), which appointed its CFO as acting CEO following the suspension of Patrick Dlamini.*
- *South Africa and the European Union held their first high-level dialogue on implementing the Clean Trade and Investment Partnership (CTIP).*
- *The government proposed requiring private importers to hold strategic fuel stocks to strengthen energy security.*
- *SANRAL CEO Reginald Demana resigned after three years in office.*

Angola

- *The central bank added the Chinese yuan to eligible reserve currencies and further eased monetary policy by cutting its policy rate.*
- *Angola created a project management office for the Luanda light rail project.*
- *FILDA 2026 will focus on economic diversification and local production.*
- *Angola launched the privately financed Northern Corridor power interconnection project, positioning itself as a future regional electricity exporter.*
- *The government entered the final phase of its privatisation programme with the sale of ten strategic state assets.*

Botswana

- *Inflation remained unchanged at 10.7% year-on-year in June.*
- *The central bank called for faster import substitution to preserve foreign exchange reserves.*

Malawi

- *President Mutharika appointed a dedicated Minister of Mines and pledged stronger national control over the mining sector.*

Mozambique

- *Annual inflation accelerated to 7.5% in June.*
- *The government allocated USD 50 million to PETROMOC to secure fuel imports amid ongoing supply shortages.*

Namibia

- *Annual inflation rose to 4.4% in June, its highest level since August 2024.*
- *Chinese automaker GAC is considering establishing a vehicle assembly plant in Namibia.*

Zambia

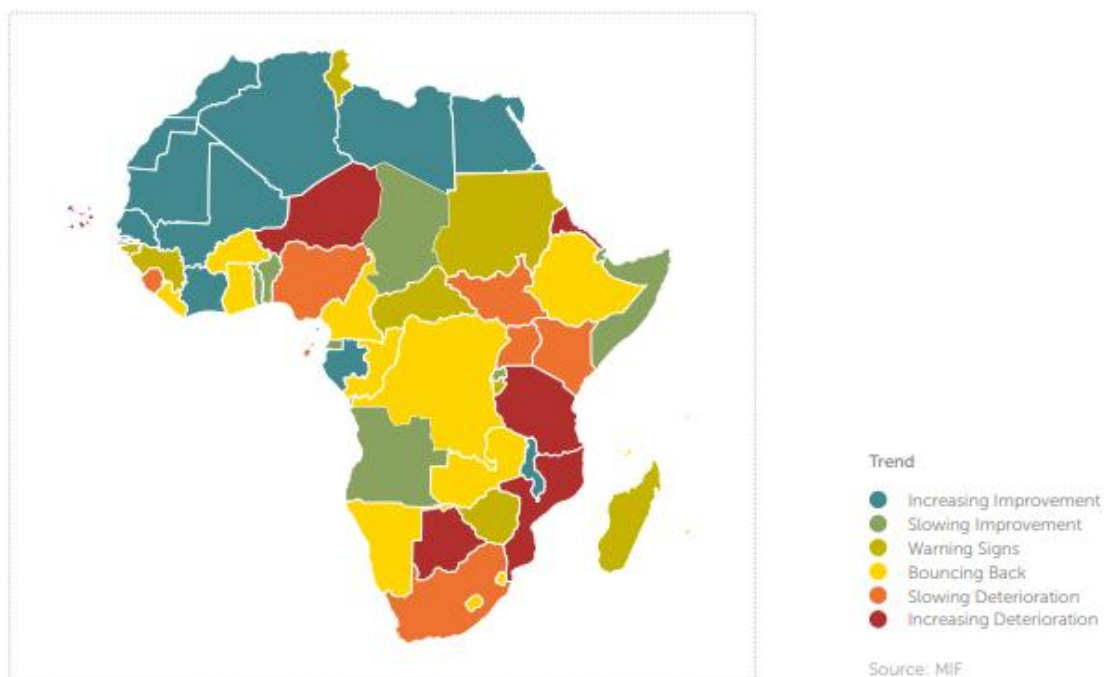
- *Former intelligence chief Xavier Chungu withdrew from the presidential race as security preparations intensified ahead of the elections.*
- *The government expanded support for smallholder farmers in the North-West Province.*

A LA UNE – La SADC affiche la meilleure performance régionale en matière de lutte contre la corruption, malgré des évolutions contrastées

Selon une analyse préliminaire du 2026 Ibrahim Index of African Governance (IIAG) publiée par la Mo Ibrahim Foundation, les performances africaines en matière de lutte contre la corruption se sont légèrement redressées depuis 2020, après une détérioration continue entre 2016 et 2020. L'indicateur « Absence of Corruption » de l'IIAG évalue la capacité des États à prévenir et combattre la corruption, en mesurant notamment l'efficacité des mécanismes anticorruption, la corruption au sein des institutions publiques, la transparence des marchés publics, les pratiques du secteur privé ainsi que la perception des citoyens.

À l'échelle continentale, le score moyen africain est passé de 38,6 points en 2016 à 39,1 points en 2025, soit une amélioration limitée sur dix ans. Cette évolution masque toutefois de fortes disparités : 28 pays représentant 58,8 % de la population africaine ont enregistré une dégradation de leur performance sur la période. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) affiche en revanche le meilleur score du continent, avec une moyenne de 44,5 points. Plusieurs pays de la sous-région figurent parmi les mieux classés du continent, notamment le Botswana (57,8 points) et la Namibie (57,6 points), qui se maintiennent dans le top 10 africain. Toutefois, le Botswana a enregistré l'une des plus fortes dégradations de la région sur la période 2016-2025, à l'instar de l'Afrique du Sud (46,7 points), qui figure également parmi les pays ayant connu les plus fortes baisses.

Tendances en matière de lutte contre la corruption (2025)



Sommaire :

Afrique du Sud

- Recul de la production minière et manufacturière en mai (StatsSA)
- Le projet solaire + stockage (75 MW) Hydra mené par TotalEnergies entre en service
- De Beers va suspendre la production de sa mine de diamants de Venetia
- BYD envisage une usine de batteries et de composants en Afrique du Sud
- Le PIC nomme sa directrice financière à la tête de l'institution par intérim après la suspension de son directeur général
- L'Afrique du Sud et l'Union européenne tiennent leur premier dialogue intergouvernemental sur la mise en œuvre du Clean Trade and Investment Partnership (CTIP)
- Le gouvernement veut s'appuyer sur les importateurs privés pour renforcer les stocks nationaux de carburants face aux risques d'approvisionnement
- Le directeur général de Sanral, Reginald Demana, démissionne après trois ans à la tête de l'entreprise publique en charge des réseaux routiers

Angola

- La BNA introduit le yuan dans le panier des devises éligibles au titre des réserves obligatoires du système bancaire
- Le Comité de politique monétaire de la BNA franchit un nouveau pas dans l'assouplissement monétaire
- Métro de surface de Luanda : un Bureau de gestion du projet a été créé pour piloter sa réalisation
- FILDA 2026 : une édition placée sous le signe de la diversification économique
- L'Angola se positionne comme futur exportateur d'électricité en Afrique australe
- Angola : dernier round du programme de privatisations en cours avec la vente de dix actifs stratégiques

Botswana

- L'inflation reste stable à 10,7 % en glissement annuel en juin (StatsBots)
- La Banque centrale appelle à accélérer la substitution aux importations pour préserver les réserves de change

Malawi

- Le président Mutharika nomme un ministre des mines et promet de reprendre le contrôle du secteur minier au détriment des intérêts étrangers

Mozambique

- L'inflation annuelle atteint 7,5 % en juin
- Le gouvernement met 50 MUSD à la disposition de PETROMOC pour garantir les importations de carburants

Namibie

- L'inflation atteint 4,4 % en glissement annuel en juin, son plus haut niveau depuis août 2024 (NamStats)

- Le constructeur chinois GAC envisage d'implanter une unité d'assemblage automobile en Namibie

Zambie

- Retrait de Xavier Chungu de la course à la présidentielle et renforcement du dispositif sécuritaire avant les élections
- Le gouvernement renforce son soutien aux petits exploitants agricoles dans le Nord-Ouest

Afrique du Sud

Recul de la production minière et manufacturière en mai (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), la production minière a reculé de 5,4 % en mai 2026 par rapport à mai 2025, après une progression de 8,0 % sur un an en avril. Cette contraction a principalement été tirée par les minerais de fer (-12,7 %, soit une contribution négative de 2,1 points), le charbon (-6,1 %, soit -1,5 point) et les métaux du groupe du platine (PGM) (-4,4 %, soit -1,2 point). Cette évolution reflète des conditions de marché difficiles, marquées par la compression des marges, l'incertitude des investisseurs et la hausse des coûts opérationnels. L'augmentation des prix du carburant ainsi que les tensions géopolitiques liées au conflit en Iran ont notamment renchéri les coûts d'exploitation des équipements miniers et du transport des minerais vers les ports.

En parallèle, la production manufacturière a diminué de 4,3 % sur un an en mai 2026, après un recul de 2,9 % en avril, confirmant les difficultés persistantes du secteur. Les principales contributions négatives proviennent des divisions « alimentation et « boissons » (-6,4 %, soit -1,6 point), « sidérurgie, métaux non ferreux, produits métalliques et machines » (-5,6 %, soit -1,3 point) ainsi que « bois et produits dérivés, papier, édition et impression » (-11,0 %, soit -1,0 point). Les industriels restent pénalisés par la volatilité macroéconomique mondiale et les contraintes domestiques structurelles. Selon l'enquête Absa, la hausse des prix des matières premières a atteint un niveau record, pesant sur les marges et les besoins en fonds de roulement des entreprises. Si l'amélioration progressive des performances logistiques et portuaires pourrait soutenir l'activité à moyen terme, la faiblesse de la demande demeure un frein majeur à la reprise industrielle.

Le projet solaire + stockage (75 MW) Hydra mené par TotalEnergies entre en service

Le projet Hydra, première centrale hybride issue du Risk Mitigation Independent Power Producer Procurement Programme (RMIPPPP) à entrer en exploitation, a été officiellement inauguré. Développé près de De Aar (Northern Cape) par un consortium réunissant TotalEnergies (35 %), Hydra Storage Holding (35 %) et Reatile Renewables (30 %), il associe une centrale solaire photovoltaïque de 216 MW à un système de stockage par batteries de 500 MWh. L'installation est en mesure de fournir quotidiennement 75 MW d'électricité renouvelable pilotable au réseau national entre 5h00 et 21h30, pour une production annuelle supérieure à 400 GWh. Initialement lancé en 2020 pour répondre à la crise énergétique, le RMIPPPP avait été largement dominé par des projets de centrales flottantes au gaz de Karpowership, finalement abandonnés à la suite de contestations juridiques et environnementales.

La mise en service d'Hydra illustre l'évolution du secteur électrique sud-africain vers des solutions associant énergies renouvelables et stockage, capables de répondre aux besoins de flexibilité du réseau. Alors que le RMIPPPP avait été critiqué pour son coût élevé et sa dépendance initiale au gaz, ce projet démontre la viabilité commerciale d'une production renouvelable pilotable à grande échelle. Il renforce également la présence de TotalEnergies sur le marché sud-africain des énergies renouvelables et s'inscrit dans la stratégie du pays visant à améliorer sa sécurité énergétique tout en poursuivant la décarbonation progressive de son mix électrique.

De Beers va suspendre la production de sa mine de diamants de Venetia

De Beers a annoncé la suspension, pour une durée de deux ans, de la production de sa

mine de Venetia, dans la province du Limpopo, dans le cadre d'un nouveau plan de réduction des coûts. Première mine de diamants d'Afrique du Sud, Venetia représente environ 10 % de la production du groupe, mais cette interruption ne devrait pas affecter les objectifs globaux de De Beers, qui prévoit de compenser cette baisse par une hausse de la production sur d'autres sites. Cette décision intervient alors que le secteur diamantaire traverse l'une des crises les plus profondes de son histoire, marquée par une demande atone, notamment en Chine, une offre excédentaire alimentée par de nouvelles productions, notamment en Angola et la montée en puissance des diamants de synthèse. La progression rapide de ces derniers constitue aussi un défi structurel pour l'industrie : leur coût nettement inférieur (entre 60 % et 85 % moins cher) accélère leur adoption par les consommateurs, en particulier aux États-Unis, premier marché mondial. [La Chine s'est imposée comme le principal producteur mondial de diamants de laboratoire, concentré autour de la province du Henan, qui devrait représenter près des deux tiers de la production mondiale d'ici 2030.](#)

Si les perspectives du secteur restent dégradées à court terme, quelques signes d'amélioration commencent toutefois à émerger. Depuis un à deux mois, la génération Z contribue à redynamiser progressivement le marché : selon la dernière étude de De Beers, ces jeunes consommateurs représentent déjà 23 % de la valeur de la demande américaine de diamants naturels (contre 18 % de la population), avec un panier moyen de 4 080 USD par achat, soit près du double de celui des Baby-boomers (2 250 USD). Ce regain demeure néanmoins encore trop limité pour compenser la faiblesse persistante de la demande mondiale.

Cette annonce illustre les difficultés persistantes de De Beers, dont le principal actionnaire, Anglo American, cherche

actuellement à céder l'entreprise après plusieurs années de contre-performances. Malgré plusieurs réductions volontaires de production destinées à soutenir les prix, le marché demeure déprimé en raison de la faiblesse de la demande mondiale et de la surabondance de l'offre.

BYD envisage une usine de batteries et de composants en Afrique du Sud

[Le constructeur chinois de véhicules électriques BYD a annoncé étudier la création d'une usine de fabrication de batteries et de composants automobiles en Afrique du Sud.](#) Contrairement à d'autres constructeurs chinois misant sur l'assemblage local de véhicules, BYD souhaite privilégier la production de composants à forte valeur ajoutée, notamment son modèle *blade* de batterie lithium-fer-phosphate (LFP). Cette stratégie accompagne l'expansion rapide de sa présence commerciale dans le pays, où le groupe, deuxième marque de voitures électriques et hybrides (PHEV) en Afrique du Sud, prévoit de porter son réseau de concessionnaires de 52 à 80 d'ici la fin de l'année. BYD a également lancé une coentreprise avec la banque Absa dédiée au financement de ses véhicules et signé un protocole d'accord avec l'électricien Eskom afin de déployer des infrastructures de recharge rapide.

Cette annonce s'inscrit dans la stratégie d'industrialisation de la filière des véhicules électriques portée par le gouvernement sud-africain. Les réformes de l'Automotive Production and Development Programme (APDP) prévoient en effet des incitations spécifiques valorisant l'intégration de minerais régionaux (SADC/SACU) dans la production de batteries. Ces avantages opérationnels viennent s'adosser à une déduction fiscale de 150 % sur les investissements industriels requis pour implanter ces lignes de fabrication. En privilégiant la localisation de composants stratégiques plutôt que l'assemblage de véhicules, BYD cherche à s'insérer dans la

future chaîne de valeur sud-africaine des batteries, tout en tirant parti du potentiel minier de l'Afrique australe et de la hausse, à terme, de la demande locale pour les véhicules électriques. Cette stratégie illustre également l'intensification de la présence de constructeurs chinois sur le marché automobile sud-africain, après l'annonce du projet de Chery de reprendre l'usine Nissan de Rosslyn en janvier 2026.

Le PIC nomme sa directrice financière à la tête de l'institution par intérim après la suspension de son directeur général

Le conseil d'administration de la Public Investment Corporation (PIC), principal fonds de pension public d'Afrique du Sud, a nommé avec effet immédiat sa directrice financière, Batandwa Damoyi, au poste de directrice générale par intérim. Cette décision fait suite à la suspension conservatoire du directeur général, Patrick Dlamini, dans le cadre d'une procédure interne. Expert-comptable agréée (Chartered Accountant) bénéficiant de plus de 17 ans d'expérience dans la finance et la gouvernance, Batandwa Damoyi a forgé sa carrière au sein d'institutions d'importance majeure en Afrique du Sud. Avant de rejoindre la PIC en avril 2024, elle a notamment dirigé le cabinet Libana Consulting en tant que directrice générale de 2019 à 2024. Auparavant, elle a exercé comme directrice financière chez BAIC Automobile South Africa de 2017 à 2019, directrice générale des finances à l'African Exploration Mining and Finance Corporation de 2012 à 2017, et responsable de la conformité et des rapports financiers chez Eskom Holdings de 2009 à 2012, après avoir effectué ses débuts professionnels chez Deloitte de 2005 à 2008. En poste comme directrice financière de la PIC depuis avril 2024, elle a notamment contribué au renforcement de la gouvernance financière de l'institution.

Cette nomination vise à assurer la continuité des activités de la PIC, qui gère près de 3 000 Mds ZAR (environ

160 Mds EUR), d'actifs, principalement pour le compte du Government Employees Pension Fund (GEPF) (2 000 Mds ZAR, soit 106 Mds EUR). Si le conseil d'administration insiste sur le caractère intérimaire de cette désignation, la suspension de Patrick Dlamini intervient dans un contexte de vigilance accrue autour de la gouvernance des entreprises publiques sud-africaines, où les questions de transparence et de contrôle interne demeurent particulièrement sensibles.

L'Afrique du Sud et l'Union européenne tiennent leur premier dialogue intergouvernemental sur la mise en œuvre du Clean Trade and Investment Partnership (CTIP)

L'Afrique du Sud et l'Union européenne ont tenu leur premier dialogue intergouvernemental de haut niveau consacré à la mise en œuvre du Clean Trade and Investment Partnership (CTIP), signé en novembre 2025. Réunissant les directions de la Commission européenne et les ministères sud-africains clés, notamment ceux de l'Énergie, du Commerce et de l'Agriculture. Cette rencontre a permis de conclure sur la nécessité de lever les barrières commerciales afin de favoriser les investissements dans les chaînes de valeur décarbonées, tout en renforçant la coopération réglementaire pour améliorer la prévisibilité du climat des affaires. Les partenaires ont ainsi validé plusieurs axes prioritaires d'intérêt commun, ciblant spécifiquement la modernisation des infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que le co-développement des filières industrielles d'avenir (notamment l'hydrogène vert, l'acier et les minerais critiques). Enfin, un accent particulier a été mis sur les mesures de facilitation du commerce et des investissements, l'harmonisation réglementaire et les visas, afin de garantir un climat des affaires stable, prévisible et mutuellement bénéfique.

Ce dialogue marque une nouvelle étape dans le partenariat stratégique entre Pretoria et Bruxelles, l'Afrique du Sud étant le premier pays à bénéficier de cet instrument lancé par la Commission européenne dans le cadre du Clean Industrial Deal. Premier investisseur étranger dans le pays, avec plus de 40 % des stocks d'investissements directs étrangers, l'Union européenne entend sécuriser ses approvisionnements en matières premières critiques tout en accompagnant la transition énergétique sud-africaine. Pour l'Afrique du Sud, le CTIP constitue un levier pour attirer des investissements dans les infrastructures énergétiques, notamment le développement de près de 14 000 km de nouvelles lignes de transport d'électricité prévues au cours de la prochaine décennie, et renforcer son intégration dans les chaînes de valeur mondiales de la transition énergétique.

Le gouvernement veut s'appuyer sur les importateurs privés pour renforcer les stocks nationaux de carburants face aux risques d'approvisionnement

Le ministère des Ressources minérales et pétrolières (DPMR) a publié pour consultation un projet de politique visant à renforcer les stocks stratégiques de carburants de l'Afrique du Sud. Le texte prévoit d'imposer aux grossistes et importateurs de produits pétroliers la détention obligatoire de réserves équivalentes à 21 jours de consommation, composées à 70 % de pétrole brut et à 30 % de produits raffinés (diesel, kérosène, etc.). L'État serait quant à lui tenu de constituer des stocks stratégiques couvrant 60 jours de consommation, entreposés principalement sur les sites de Saldanha et de Milnerton (Western Cape), afin de pouvoir répondre à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement lors de situations d'urgence.

Cette réforme constituerait le premier renforcement majeur des réserves stratégiques sud-africaines depuis la

création des installations souterraines de Saldanha dans les années 1970. Elle intervient dans un contexte de fortes tensions sur les marchés énergétiques mondiaux, alimentées par les perturbations du trafic maritime au détroit d'Ormuz, alors que l'Afrique du Sud a perdu près de la moitié de ses capacités nationales de raffinage ces dernières années et dépend à près de 70 % des importations de produits raffinés.

Le directeur général de Sanral, Reginald Demana, démissionne après trois ans à la tête de l'entreprise publique en charge des réseaux routiers

La South African National Roads Agency (Sanral) a annoncé la démission de son directeur général, Reginald Demana, qui quittera ses fonctions à la fin du mois d'août 2026 « afin de poursuivre une nouvelle opportunité professionnelle ». Nommé en janvier 2023, il aura notamment supervisé l'accélération de plusieurs projets routiers structurants, dont les corridors N2 Wild Coast, N3 et Moloto Road, ainsi que la résolution du dossier des péages électroniques (e-tolls) du Gauteng Freeway Improvement Project (GFIP), qui a permis d'améliorer la situation financière de l'agence grâce à la reprise de sa dette par l'État. Son mandat a également été marqué par le relèvement du plafond d'endettement de Sanral à 16,5 Mds ZAR (environ 880 M EUR) afin de soutenir le financement des investissements.

Ce départ intervient toutefois dans un contexte de gouvernance délicat pour l'agence. Plusieurs controverses liées aux procédures d'attribution de marchés publics ont émaillé le mandat de M. Demana, même si aucune n'a été directement reliée à sa responsabilité personnelle. Son successeur devra poursuivre la mise en œuvre du vaste programme de modernisation du réseau routier national tout en renforçant la gouvernance et la crédibilité de Sanral,

acteur clé du développement des infrastructures de transport sud-africaines.

Angola

La BNA introduit le yuan dans le panier des devises éligibles au titre des réserves obligatoires du système bancaire

Depuis le 6 juillet 2026, le yuan chinois (CNY) est désormais une devise éligible au titre des réserves obligatoires en devises des banques commerciales, aux côtés du dollar américain (USD), de l'euro (EUR) et du rand sud-africain (ZAR). Ce faisant, la banque centrale reconnaît la montée en puissance des échanges financiers entre l'Angola et la Chine. Cette évolution répond à une réalité économique : la Chine est le principal partenaire commercial de l'Angola, un créancier majeur de l'État et un acteur important du financement des infrastructures. Une part croissante des opérations commerciales, des lignes de crédit et du service de la dette est réalisée ou pourrait être réalisée en yuan. En permettant aux banques de détenir cette monnaie dans leurs réserves réglementaires, la BNA réduit le coût de portage de ces opérations et offre davantage de flexibilité dans la gestion de leur liquidité. Au-delà de son aspect opérationnel, cette mesure participe également à la stratégie de diversification des devises de règlement et pourrait contribuer à atténuer la demande structurelle de dollars sur le marché des changes, sans toutefois remettre en cause le rôle prédominant du billet vert dans l'économie angolaise. Son impact dépendra néanmoins de la profondeur du marché local du yuan et de la volonté des entreprises de facturer et de financer leurs opérations dans cette devise. Au plan géoéconomique, cette décision illustre également la progression de l'internationalisation du renminbi en Afrique, dans un contexte où Pékin encourage l'utilisation de sa monnaie dans

les échanges commerciaux et les financements internationaux. Pour l'Angola, il s'agit avant tout d'une mesure pragmatique d'adaptation à la structure de ses relations économiques extérieures, plus que d'un changement d'orientation stratégique de sa politique monétaire.

Le Comité de politique monétaire de la BNA franchit un nouveau pas dans l'assouplissement monétaire

Réuni le 14 juillet 2026 à Malanje, le Comité de politique monétaire de la Banque nationale d'Angola (BNA) a décidé de réduire son taux directeur de 17 % à 15,75 %. Les taux des facilités de cession et d'absorption de liquidités ont pour leur part été abaissés respectivement de 18 % à 16,75 %, et de 16 % à 14,75 %. Cette décision s'appuie sur le ralentissement continu de l'inflation, désormais attendue à 8,6 % fin 2026, contre 11,5 % lors de la précédente prévision de la BNA. La BNA a aussi relevé sa prévision de croissance pour 2026 à 3,6 %. Au premier semestre, l'Angola a enregistré un excédent commercial de 10,56 Md USD (9,25 Md EUR), favorisé par la progression des exportations et la hausse des prix pétroliers, tandis que les réserves internationales ont reculé à 14,93 Md USD (13,08 Md EUR), soit l'équivalent de 6,2 mois d'importations.

Métro de surface de Luanda : un Bureau de gestion du projet a été créé pour piloter sa réalisation

Le gouvernement angolais a créé un Bureau de gestion de projet (GO-MSL) chargé de piloter la réalisation du futur métro de surface de Luanda, projet jugé stratégique pour le développement économique et social de l'agglomération mégapole. Placé sous la tutelle du ministère des Transports, cet organisme disposera d'une autonomie administrative et patrimoniale. Le GO-MSL assurera la coordination de l'ensemble du projet, de sa conception à sa mise en exploitation, en supervisant les aspects

techniques, réglementaires, financiers et commerciaux. Il sera également chargé de mobiliser des investisseurs, notamment à travers des « roadshows » internationaux, de préparer le modèle de concession du réseau et de recruter les équipes d'exploitation.

Cette nouvelle structure travaillera en étroite coordination avec le Gouvernement provincial de Luanda et les ministères concernés. Financé par le Budget général de l'État et des ressources propres du ministère des Transports, le GO-MSL a commencé à opérer le 23 juin 2026. Sa création constitue une étape institutionnelle majeure vers la concrétisation du premier réseau de métros de surface de la capitale angolaise.

FILDA 2026 : une édition placée sous le signe de la diversification économique

La 41^{ème} édition de la Foire internationale de Luanda (FILDA) se tiendra du 21 au 26 juillet 2026 dans la Zone économique spéciale (ZEE), dans la province d'Icolo e Bengo. L'événement devrait réunir 1 450 entreprises issues de 18 pays, confirmant son statut de principale plateforme de promotion des échanges et des investissements en Angola. Placée sous le thème « Produire et innover localement, gagner globalement », la FILDA 2026 mettra notamment l'accent sur la production locale, l'innovation et le renforcement des partenariats économiques, dans le contexte des efforts engagés par l'Angola en faveur de la diversification de son économie.

L'Angola se positionne comme futur exportateur d'électricité en Afrique australe

L'Angola franchit une étape stratégique avec le lancement du « Corridor Nord », projet d'interconnexion électrique avec la RDC approuvé par décret présidentiel. Entièrement financée par des capitaux privés, cette infrastructure permettra, pour

la première fois, l'exportation d'électricité angolaise vers la région. D'une capacité pouvant atteindre 800 MW, le projet reliera Soyo à la frontière congolaise et renforcera l'approvisionnement de Cabinda. Réalisé selon le modèle BOOT, le Corridor Nord devrait conforter la position de l'Angola comme futur fournisseur régional d'électricité.

Angola : dernier round du programme de privatisations en cours avec la vente de dix actifs stratégiques

L'Angola entre dans la phase finale de son programme de privatisations, après la cession de près de 120 actifs pour 1,3 Md USD depuis 2019. Les dix derniers actifs stratégiques en lice, dont Unitel, Standard Bank Angola, Endiama, TAAG et la Zone économique spéciale, sont désormais au cœur du processus. Trois opérations devraient passer par la BODIVA (Bourse de la dette et des valeurs d'Angola), tandis que trente actifs touristiques sont en préparation pour une mise en négociation au second semestre de cette année.

L'IGAPE (*Instituto de Gestão de Activos e Participações do Estado* - Institut de Gestion des Actifs et Participations de l'Etat) entend privilégier la Bourse et l'entrée de partenaires stratégiques afin d'améliorer la gouvernance et renforcer la compétitivité des entreprises, et d'attirer des investissements internationaux.

Botswana

L'inflation reste stable à 10,7 % en glissement annuel en juin (StatsBots)

Selon l'Agence nationale de la statistique (StatsBots), le taux d'inflation du Botswana est resté inchangé à 10,7 % en glissement annuel en juin 2026. L'inflation demeure ainsi largement supérieure à la cible de moyen terme de la Banque centrale, comprise entre 3 % et 6 %. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des

prix dans les catégories « transport » (+28,4 %, soit une contribution de +7,3 points), « biens et services divers » (+11,5 %, soit +1,2 point) et « alimentation et boissons non alcoolisées » (+5,7 %, soit +0,9 point).

Pour rappel, le 18 juin, la Banque centrale du Botswana a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 5,5 %, après deux relèvements successifs en octobre 2025 (+160 points de base) et en avril 2026 (+200 points de base). Selon son gouverneur, Lesego Moseki, l'inflation devrait rester élevée à court terme, atteignant en moyenne 9 % en 2026, avant de ralentir à 5,5 % en 2027.

La Banque centrale appelle à accélérer la substitution aux importations pour préserver les réserves de change

La Banque centrale du Botswana (BoB) a renouvelé son appel en faveur d'une accélération de la production locale, estimant que la forte dépendance du pays aux produits importés, notamment alimentaires, énergétiques et les biens de consommation, exerce une pression importante sur les réserves de change et accroît la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Selon son gouverneur Lesego Moseki, la faiblesse de la production domestique entraîne une sortie importante de devises et souligne la nécessité de diversifier l'économie au-delà du secteur du diamant. La BoB préconise ainsi un déploiement plus rapide des infrastructures nécessaires au développement industriel, ainsi qu'une politique budgétaire contracyclique afin de soutenir la production locale, réduire la facture d'importation et renforcer les réserves extérieures.

Malawi

Le président Mutharika nomme un ministre des mines et promet de reprendre le contrôle du secteur minier au détriment des intérêts étrangers

À l'occasion de l'investiture de Thoko Tembo comme premier ministre exclusivement chargé des Mines, le président Arthur Peter Mutharika a annoncé un durcissement de la politique gouvernementale à l'égard des réseaux de contrebande et des cartels opérant dans le secteur minier. Estimant que « l'avenir du Malawi repose désormais sur ses ressources minières », il a dénoncé l'existence de réseaux étrangers, soutenus par certains acteurs locaux qu'il a qualifiés de « traîtres », accusés de saboter l'industrie minière. Le chef de l'État a également appelé à une révision des accords d'exploration et d'exploitation minière afin de garantir une participation majoritaire et un meilleur contrôle des Malawites dans les grands projets miniers.

La création d'un ministère des Mines distinct de celui de l'Énergie traduit la volonté des autorités de renforcer la gouvernance d'un secteur appelé à devenir un moteur de croissance. Cette réforme intervient alors que le Malawi cherche à mieux valoriser ses ressources naturelles et à accroître les retombées économiques des projets miniers. Une telle annonce pourrait menacer le développement de plusieurs projets d'extraction de minerais critiques portés par des investisseurs étrangers dans le pays tels que Kayelekera (Lotus Resources) pour l'uranium, Kasiya (Sovereign Metals) pour le graphite/rutile ou encore Kanyika (Globe Metals) pour le niobium.

Mozambique

L'inflation annuelle atteint 7,5 % en juin

Selon les données de l'Institut national de la statistique (INE), l'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est accélérée à 7,5 % en juin, contre 7,2 % en mai. Cette hausse s'explique par les effets directs et indirects de l'ajustement des prix intérieurs des carburants liquides intervenu en mai, ainsi que par l'inflation importée liée aux répercussions du conflit au Moyen-Orient. Les postes « transport » (+13,85 %) et « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+13,35 %) ont été les principaux contributeurs à l'accélération de l'inflation annuelle.

Cette progression de l'inflation, malgré la stabilité du metical et la faible activité économique, pourrait conduire la Banque du Mozambique à réhausser son taux directeur (*Mercado Monetario Interbancário de Moçambique* - MIMO), maintenu à 9,25 % depuis janvier, soit son niveau le plus bas depuis son instauration en 2017.

Le gouvernement met 50 MUSD à la disposition de PETROMOC pour garantir les importations de carburants

La décision a été prise lors de la 19^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres, tenue le 7 juillet 2026, et vise à renforcer la sécurité énergétique nationale en assurant un approvisionnement régulier en carburants liquides sur l'ensemble du territoire.

Ce mécanisme sera mis en œuvre par PETROMOC, S.A., afin de garantir les paiements aux fournisseurs internationaux de carburants et d'éviter toute interruption éventuelle de l'approvisionnement. Selon le gouvernement, les paiements aux créanciers extérieurs seront effectués par l'intermédiaire d'un compte bancaire

détenu par le ministère des Finances et domicilié à la Banque du Mozambique.

Depuis le mois de mars, le pays est confronté à une crise d'approvisionnement en carburants, caractérisée par une disponibilité intermittente et un rationnement des livraisons aux consommateurs. Cette crise s'explique, d'une part, par le choc d'offre provoqué par le conflit au Moyen-Orient et, d'autre part, par la pénurie de devises sur le marché des changes, qui empêche les banques commerciales d'émettre les garanties bancaires nécessaires en faveur des fournisseurs internationaux.

Namibie

L'inflation atteint 4,4 % en glissement annuel en juin, son plus haut niveau depuis août 2024 (NamStats)

Selon l'Agence nationale de la statistique (NamStats), le taux d'inflation annuel a atteint 4,4 % en juin, son niveau le plus élevé depuis août 2024, contre 4,1 % le mois précédent. Les principales contributions à l'inflation proviennent des catégories « transport » (+12,9 %, soit +1,9 point), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,4 %, soit +1,1 point) et « alimentation et boissons non alcoolisées » (+2,5 %, soit +0,5 point). En rythme mensuel, l'inflation a toutefois ralenti, s'établissant à 0,3 % en juin, contre 1,2 % en mai, suggérant un ralentissement des pressions inflationnistes.

Si plusieurs économistes estiment que l'inflation a probablement atteint son point haut et anticipent une modération au cours du second semestre 2026, les risques demeurent orientés à la hausse. Les principales incertitudes concernent une éventuelle hausse des tarifs de l'électricité de *NamPower*, considérée comme le principal risque inflationniste domestique, les augmentations des tarifs municipaux (dont une hausse de 5 % déjà approuvée à Swakopmund) ainsi qu'une accélération de

la hausse des prix alimentaires, notamment des produits transformés, du pain et des produits laitiers, sous l'effet du renchérissement passé des coûts de transport et de logistique.

Le constructeur chinois GAC envisage d'implanter une unité d'assemblage automobile en Namibie

Le constructeur automobile chinois Guangzhou Automobile Cie (GAC) International a annoncé son intention d'implanter une unité d'assemblage de véhicules en Namibie, avec une entrée sur le marché prévue d'ici fin 2026. Après son lancement en Afrique du Sud plus tôt cette année via la distribution de véhicules importés de Chine, le groupe a identifié la Namibie comme sa première base d'expansion en Afrique australe. GAC prévoit d'y commercialiser dans un premier temps plusieurs modèles électriques de sa marque AION, ainsi que des véhicules thermiques, avant de développer des capacités locales d'assemblage. Cette annonce a été faite à l'occasion de la visite d'une délégation ministérielle namibienne dans les installations du groupe à Guangzhou, en Chine. Partenaire historique de Honda et Isuzu sur le marché chinois, GAC est une entreprise publique appartenant à la province du Guangdong, où s'est rendue la Présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah la semaine dernière.

Zambie

Retrait de Xavier Chungu de la course à la présidentielle et renforcement du dispositif sécuritaire avant les élections

L'ancien chef des renseignements Xavier Chungu a annoncé son retrait de l'élection présidentielle du 13 août 2026, invoquant son incarcération prolongée depuis le 28 mai et les procédures judiciaires en cours, qui l'auraient empêché de mener une campagne efficace. Accusé notamment de divulgation d'informations classifiées et de

pratiques séditieuses, il a déclaré avoir mené sa campagne depuis des « cellules de prison et des salles d'audience ». Il a apporté son soutien au candidat du *National Reconciliation Party for Unity and Prosperity* (NRPUP), Brian Mundubile, renforçant ainsi les efforts de consolidation de l'opposition avant le scrutin.

Parallèlement, la police zambienne a intensifié ses préparatifs sécuritaires en amont des élections, via un renforcement de la surveillance, le déploiement d'un important dispositif de sécurité et une amélioration de la coordination avec la Commission électorale de Zambie et les partis politiques. Un plan national de sécurité électorale identifie les zones à risque de violences politiques afin d'adapter les dispositifs de protection avant, pendant et après le scrutin. Les autorités ont appelé les électeurs, notamment les primo-votants, à participer pacifiquement au processus électoral.

Le gouvernement renforce son soutien aux petits exploitants agricoles dans le Nord-Ouest

Le gouvernement zambien prévoit de soutenir 67 973 agriculteurs de la province du Nord-Ouest dans le cadre du Farmer Input Support Programme (FISP) pour la campagne agricole 2026/2027. Le dispositif, mis en œuvre via un système de bons électroniques dans l'ensemble des districts, vise à renforcer la productivité des petits exploitants agricoles et à améliorer l'environnement d'investissement dans le secteur. Par ailleurs, le *Zambia Agribusiness Trade Project* propose des subventions de cofinancement pouvant atteindre 50 000 USD pour les coopératives et associations agricoles afin de financer des actifs productifs dans les filières agricoles, l'élevage, l'aquaculture et les produits forestiers non ligneux. Les autorités soulignent également le potentiel croissant de la province comme plateforme commerciale régionale, notamment grâce aux opportunités liées au corridor de

Lobito et aux échanges avec la République
démocratique du Congo et l'Angola.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr